

QUE POURRAIT ÊTRE UNE « POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE GAUCHE » POUR LA FRANCE ?

ALAIN OBADIA *



Le constat est malheureusement sans appel. Depuis une dizaine d'années, la France a perdu beaucoup d'influence sur la scène internationale. Elle ne fait plus entendre sa voix originale, celle qui lui avait assuré pendant plusieurs décennies un rayonnement certain sur la scène diplomatique mondiale. Bien au contraire, elle est banalisée, alignée. Elle n'est plus qu'un élément du dispositif occidental structuré par l'Otan et dominé par des États-Unis qui – même si leur leadership s'est érodé – continuent de penser le monde en termes d'hégémonie.

Cette situation n'est pas le fait du hasard. Elle est le résultat de choix politiques induits par une vision du monde et une vision de la France. Elle est la conséquence de réorientations majeures de notre politique étrangère qui datent notamment de la période sarkozyste mais qui ont été confirmées, on peut même dire accentuées, sous la présidence de François Hollande.

Rompre avec les orientations d'une diplomatie alignée

Ces réorientations ont toutes été dans le même sens : l'effacement de la place singulière qui était celle la France dans les relations

* PRÉSIDENT DE LA FONDATION GABRIEL PÉRI

internationales, l'effacement, par conséquent, du rôle particulier qui était le sien. Elles reflètent l'abandon de toute ambition d'indépendance. La pensée des dirigeants du pays théorise l'idée selon laquelle l'influence de la France ne peut se concevoir qu'en mode mineur en intériorisant un déclin conçu comme inéluctable. C'est ce qu'indiquait en langage diplomatique Laurent Fabius dans un récent interview. Il disait en substance qu'il faut être lucide car « nous disposons de beaucoup d'atouts, mais les dynamiques du XXI^e siècle ne seront pas toutes spontanément en notre faveur »¹.

Le marqueur emblématique de cette réorientation a été la réintégration du commandement intégré de l'Otan sous Sarkozy, qui s'est effectuée en 2009 sans le moindre débat.

Rappelons ici qu'au sortir de la guerre froide, les États-Unis n'ont pas considéré qu'une page de l'histoire venait d'être tournée et que de nouvelles conceptions des relations internationales devaient désormais prévaloir. Ils ont estimé, au contraire, qu'ils avaient gagné et que le « bloc occidental » devait encore plus imposer son hégémonie. Leur analyse était que le monde était devenu « unipolaire ». Dans cette logique, l'Otan – qui n'avait pourtant plus de raison d'être au regard du rôle défensif qui avait officiellement justifié sa création – a, sous leur impulsion, adopté une stratégie de développement en intégrant de nouveaux pays issus notamment de l'ancien bloc de l'Est.

Aujourd'hui, alors que certaines analyses présentent le monde comme « apolaire », le bloc occidental – avec l'Otan – reste le seul bloc existant comme tel sur la planète. Il a pour objectif de maintenir autant que faire se peut sa domination désormais contestée sur la marche d'un monde en plein bouleversement.

Dès lors qu'elle a décidé de se couler dans ce moule, dès lors qu'elle a décidé de rentrer dans le rang, où est la voix de la diplomatie française ? Quand a-t-elle agi, dans la dernière période, pour favoriser la solution pacifique et politique d'un conflit ? Quand la France est-elle apparue comme un pays indépendant capable de parler avec des parties opposées pour favoriser la paix ?

Notre politique extérieure nous a conduits à faire l'inverse. Comme l'écrit dans un ouvrage récent le « Club des Vingt », composé d'anciens ministres des Affaires étrangères, d'anciens

¹ Laurent Fabius, « Notre diplomatie doit s'adapter aux transformations du monde », *Revue internationale et stratégique*, n° 100, hiver 2015, p. 9-14. (Interview par Pascal Boniface.)

QUE POURRAIT ÊTRE UNE « POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE GAUCHE » EN FRANCE ?

diplomates, ou chefs des renseignements, mais aussi de chercheurs et d'intellectuels, la France s'est efforcée de « devenir le meilleur élève de la classe atlantique, concurremment avec la servile Grande-Bretagne »². Rajoutons qu'elle s'est spécialisée dans le rôle peu enviable de bataillon avancé des interventions militaires du bloc occidental. Les dirigeants français en ont même rajouté dans la posture va-t-en-guerre.

Plus personne ne conteste désormais les conséquences désastreuses de l'intervention en Libye qui a déstabilisé toute la zone sahélienne. Pire encore, aujourd'hui, c'est la Tunisie qui est menacée par le chaos libyen qui a permis à l'État islamique de trouver dans ce pays de nouvelles bases territoriales.

Nous payons cher le soutien aux régimes autoritaires en Afrique qui date certes d'une époque beaucoup plus lointaine mais avec lequel nous n'avons pas, dans les faits, marqué les ruptures indispensables. Les interventions françaises au Mali et en Centrafrique se sont effectuées dans des situations d'urgence, mais les politiques néocolonialistes auxquelles nous avons participé ne sont pas étrangères à ces situations. De surcroît, la déstabilisation du Sahel a produit des effets dévastateurs dans plusieurs pays de la région, permettant à des groupes tels qu'Aqmi, Ansar Eddine ou encore Al Morabitoune de se développer. Enfin, chacun sait que les solutions militaires ne règlent jamais les problèmes sur la durée. Pourtant nos rapports aux pays d'Afrique se résument de plus en plus aux dimensions économique et sécuritaire.

Quant à l'appel de François Hollande à l'intervention militaire en Syrie aux côtés de groupes, dont certains, comme le front Al Nosra, sont partie prenante des menées djihadistes dans la zone moyen-orientale, elle nous a fait frôler la catastrophe. En effet, l'action de la France est restée aveuglée par le soutien à une armée syrienne libre dont la capacité effective sur le terrain n'est pas évidente. Cette appréciation erronée a empêché les responsables français – comme les responsables américains d'ailleurs – d'anticiper le remplacement rapide de cette armée par Daesch et Al Qaïda.

Cette intervention militaire intempestive a été évitée au prix d'une humiliation diplomatique majeure. En effet, le président

² Club des Vingt, « *Péchés capitaux, Les 7 impasses de la diplomatie française* », Éditions du Cerf, 2016. Parmi les vingt figurent notamment Hervé de Charette, Roland Dumas, Hubert Védrine ou encore Rony Brauman et Régis Debray.

américain – qui dans un premier temps avait semblé ne pas fermer la porte à cette hypothèse – l’a heureusement écartée dans le cadre d’un dialogue avec la diplomatie russe en tenant soigneusement la France à l’écart de ces discussions et en la désavouant *de facto* publiquement.

Le même type de scénario s’est reproduit alors que notre diplomatie et le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, freinaient autant qu’ils le pouvaient la signature de l’accord historique sur le nucléaire iranien. Les relations privilégiées établies depuis quelques années avec les monarchies sunnites... et pétrolières du Golfe ainsi que la volonté – qui ne se dément pas depuis toute une période – de ne pas froisser les dirigeants israéliens, particulièrement hostiles à cet accord, expliquent cette attitude peu glorieuse pour notre pays.

Ce soutien à la politique du gouvernement Netanyahu, la faute qu’a constituée la condamnation des Palestiniens au début de l’offensive israélienne contre Gaza à l’été 2014 ou encore l’assimilation insupportable de l’antisionisme à l’antisémitisme exprimée par Manuel Valls à un récent dîner du CRIF détruisent la perception de la France comme force de paix construite par des décennies de diplomatie française dans la région.

La France a, en effet, abandonné la politique arabe qui constituait un atout majeur de son action internationale. Au lieu de rester en capacité de parler avec toutes les parties en présence, ce qui est la base même de la diplomatie, elle se range dans un camp en se coupant de l’autre. Elle n’a plus de vision équilibrée pour ouvrir des perspectives de paix entre Israël et la Palestine. Sa proximité avec les pétromonarchies sunnites du Golfe lui a fait prendre parti contre l’Iran chiite et l’empêche de maintenir les contacts qui restent indispensables avec le régime syrien ; même si celui-ci est évidemment condamnable. Ce faisant, elle ne se place pas en situation de rendre aussi efficace que nécessaire le combat contre l’État islamique sur le territoire qu’il contrôle et où il commet ses exactions abjectes contre les populations. Elle prétend tenir la Russie en lisière alors que la participation de cette dernière est indispensable à la victoire contre l’État terroriste.

Cette attitude est d’ailleurs conforme au positionnement plus global de la diplomatie française à l’égard de la Russie. Dans la crise ukrainienne, ce positionnement a été et reste consternant. Balayant toutes les données de l’histoire de l’Ukraine et de la Russie

QUE POURRAIT ÊTRE UNE « POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE GAUCHE » EN FRANCE ?

il a conduit la France à alimenter la spirale de l'affrontement. La poursuite de l'embargo vis-à-vis de Moscou ou encore l'affaire des frégates Mistral nous ravalent un peu plus encore au rang de roquet d'un camp, alors que la France a besoin d'une politique intelligente, indépendante et audacieuse dans ses relations avec la Russie.

Ainsi, dans tous les cas que nous venons d'évoquer : Libye, Afrique, Syrie, Palestine, Ukraine etc., la France – du fait des choix politiques et stratégiques de ses gouvernants – n'a pas eu la hauteur de vue et la capacité d'initiative indépendante qui lui auraient permis d'être un médiateur et un acteur d'une solution politique. Ce faisant, ses orientations diplomatiques ont été à l'encontre de ses intérêts et de son rayonnement dans le monde.

Sur l'Europe, qui tient tout autant de la politique intérieure que de la diplomatie, l'alignement derrière les orientations libérales et la résignation à l'hégémonie allemande enfoncent notre pays dans la crise et contribuent au rejet de l'idée même de construction européenne.

Partout sur le continent, les politiques d'austérité étrangent les peuples, comme en Espagne ou au Portugal, et comme la troïka continue de vouloir l'imposer à la Grèce. Dans ces trois pays, les élections ont donné une influence considérable à des forces progressistes, dont certaines assument les responsabilités du pouvoir comme Syriza en Grèce. Mais dans le même temps, les nationalismes xénophobes explosent partout en Europe. Ils se développent en même temps que les règles de la « concurrence libre et non faussée » produisent leurs effets destructeurs sur les services publics, les territoires, l'emploi, les salaires, les conditions de travail, les garanties collectives (avec le droit du travail) ou encore l'agriculture. C'est la course au moins disant social et la légitimation du dumping qui poussent à l'hostilité des peuples entre eux et à la fermeture des frontières devant les réfugiés victimes des guerres. C'est cet engrenage nuisible, conjugué à celui du terrorisme djihadiste, qui pousse au développement du racisme et de la xénophobie. Alors que les évolutions technologiques, sociales, culturelles et sociétales appellent à plus de coopération entre les peuples ; alors qu'une plus grande organisation des différentes régions du monde serait indispensable sur ces bases renouvelées, le risque d'une désintégration de l'Europe est désormais une hypothèse qui n'apparaît plus irréaliste.

Sur un plan plus global, après la clôture du 12^e round de ses négociations, le contenu du traité transatlantique de libéralisation

des échanges (TAFTA) reste toujours aussi opaque. Discuté dans notre dos, il porte des conséquences mortifères pour notre avenir, celui de l'emploi, celui de nos normes de production et de consommation ou encore pour la protection de l'environnement. Il devrait faire l'objet d'un vaste débat ! Face à ses enjeux, le silence de l'exécutif français est assourdissant. Il l'est tout autant à propos du TISA (projet de traité international sur les services) qui aggrave notamment les menaces contre les services publics.

De la même manière, les instances sans légitimité internationale comme le G20 n'ouvrent pas les perspectives de coopération et de paix dont le monde a tant besoin. L'Europe devrait se projeter dans la construction du monde qui vient et non dans la défense de celui qui est en train de disparaître.

Répondre aux défis d'un monde en plein bouleversement

46

Car le monde est en plein bouleversement et nous ne devons pas le penser avec les catégories d'hier. Certes, le contexte global reste celui de la mondialisation financiarisée, de la domination de plus en plus écrasante des stratégies des multinationales et des marchés. En même temps des éléments nouveaux interviennent qui changent substantiellement la donne.

En premier lieu, la crise systémique, loin d'être dépassée, est plus menaçante que jamais. La surabondance des capitaux gaspillés, pour une part déterminante, dans des opérations financières spéculatives, n'a fait que s'amplifier. L'utilisation actuelle de l'argent par le système bancaire et financier, par les fonds d'« investissement » et par les marchés est devenue plus parasitaire que jamais eu égard aux immenses besoins du développement humain et des défis de la période. Tout indique que cette situation risque de déboucher sur une nouvelle crise financière mondiale. Toute la presse économique en parle et nombre de spécialistes estiment qu'elle pourrait être encore plus violente et destructrice que la crise de 2007/2008 ! Encore une fois le monde du travail et les peuples en seront les premières victimes. Le ralentissement de l'économie mondiale, celui des pays émergents qui, dans la dernière période, lui servaient de locomotive Chine en tête, est un symptôme du marasme à venir.

Pour autant, la recomposition des réalités économiques et politiques avec la Chine, les BRICS et plus largement les pays

émergents, les alliances régionales (en Asie comme en Amérique du Sud) n'est pas remise en cause. Ce sont bien ces nouvelles données qui structurent le monde d'aujourd'hui et structureront encore plus le monde de demain.

Sur cette toile de fond, nous voyons aussi monter des menaces diversifiées

Il y a d'abord celle du réchauffement climatique avec la difficulté des États et des institutions internationales à surmonter leurs divergences d'intérêts à court terme et à tenir en lisière les puissants lobbys des multinationales. Le résultat est que les conclusions des conférences mondiales, si elles dénotent un progrès de la prise de conscience des risques que court l'humanité, ne parviennent pas encore à des décisions à la hauteur des enjeux. La COP 21 de Paris en a fourni récemment l'illustration. Plus globalement, l'enjeu de la transition écologique de nos modèles de production et de consommation impose de penser l'avenir en termes de coopération entre les peuples et non de concurrence prédatrice et de guerre économique.

47

Parmi les menaces, il faut également citer la course aux armements et aux budgets militaires qui ne s'est pas éteinte avec la guerre froide. Les risques de prolifération nucléaire et de développement des armes de destruction massive sont toujours présents et inquiétants. Il faut noter que la France est un acteur particulièrement actif sur les marchés de l'armement et de l'équipement militaire.

Il existe aussi des menaces régionales. On peut citer, à titre d'illustration, les tensions en mer de Chine méridionale ou en Corée.

Il existe également des menaces de portée mondiale centrées sur le grand Moyen-Orient, le Sahel africain, l'Afrique de l'Ouest et centrale où opèrent les groupes terroristes se revendiquant du djihadisme. Dans ce contexte, l'État islamique a pu contrôler un vaste territoire et se doter de structures étatiques lui permettant d'imposer ses règles médiévales aux populations, tout particulièrement aux femmes. Cela lui a été possible en s'appuyant sur le pourrissement des situations engendrées par les interventions occidentales en Irak et en Libye avec l'effondrement effectif des États concernés ainsi que sur la guerre civile en Syrie. Acquérant progressivement le *leadership* sur les groupes djihadistes au détriment d'Al Qaïda, le groupe État

islamique a développé des campagnes d'agressions meurtrières dans un nombre significatif de pays à travers le monde, principalement en Égypte, au Yémen, en Arabie Saoudite, en Tunisie, en Turquie, en Belgique et bien sûr en France ; cette liste n'étant pas, loin s'en faut, exhaustive.

Enfin, dans ce monde en transformation, d'autres acteurs non étatiques prennent une importance considérable.

Les multinationales tout d'abord. Certes, le phénomène n'est pas nouveau, mais il a pris une dimension et une force sans commune mesure avec ce qu'il était au xx^e siècle. La mondialisation concerne désormais presque tous les pays. Les multinationales sont présentes sur quasiment toute la planète. La localisation des sites de production là où la main-d'œuvre est la moins chère est devenue la règle. La montée en puissance de classes moyennes dans les pays émergents leur ouvre une clientèle nouvelle et des opportunités d'implantation. Enfin, les GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon) et plus globalement les géants et futurs géants de la révolution numérique imposent leur présence et leurs standards partout à travers le monde.

48

Le crime organisé constitue un autre acteur mondial. Il y a, bien sûr, celui qui défraie la chronique : les réseaux de trafic de drogue, de trafic d'êtres humains, les réseaux de contrefaçon et bien d'autres encore. Mais le plus important de tous est le moins spectaculaire. Il se pratique « en col blanc ». Il s'agit de la fraude financière systémique et des marchés financiers illicites. Contrairement à une idée encore trop répandue, ces phénomènes ne sont pas à la marge du système financier international. Par bien des aspects, ils en touchent le cœur. Paradis fiscaux et juridiques, complexité et opacité de la chaîne financière sur lesquelles peuvent jouer les différents acteurs, opérations risquées dont les risques sont sous-évalués, méthodes de blanchiment d'argent sale ; depuis des années le capitalisme et les États convertis au paradigme libéral laissent prospérer un monstre. La récente enquête dite des « Panama papers » vient d'illustrer cette réalité... tout en n'en dévoilant qu'un simple échantillon.

Mais les organisations non étatiques peuvent aussi jouer un rôle positif dans le devenir du monde. Un certain nombre d'ONG progressistes et de mouvements citoyens de dimension internationale permettent de faire avancer les idées et les opinions publiques sur des questions telles que les biens communs de l'humanité, la nécessité de standards sociaux plus élevés, le lien entre justice et développement, la défense de minorités opprimées

QUE POURRAIT ÊTRE UNE « POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE GAUCHE » EN FRANCE ?

ou encore la promotion de l'agriculture paysanne. Nombre de ces nouveaux acteurs s'appuient sur les outils de la révolution numérique qui ignore les frontières des États et annihile l'espace et le temps. Mais nous le savons, si elle porte en elle des potentialités immenses pour le développement humain et la communication citoyenne, la révolution numérique peut être aussi un facteur de dérégulation sociale, comme on le voit avec l'uberisation. Elle peut être également un facteur de désinformation et de manipulation des esprits. Elle lance ainsi un défi majeur de maîtrise collective par la société.

Dans ce contexte mouvant, que peut être une politique extérieure de gauche ?

Pour définir une conception profondément renouvelée de la politique internationale que devrait conduire la France, il convient tout d'abord d'essayer de mieux cerner ce que pourrait signifier une politique de gauche en ce domaine.

Sans prétendre en donner une définition exhaustive, on peut affirmer que c'est une politique internationale fondée sur la volonté d'établir un lien étroit entre la défense des intérêts du pays, une logique favorisant en toutes circonstances les objectifs d'émancipation humaine, une démarche de coopération pacifique entre tous les peuples du monde. Une telle approche des relations internationales et du rôle que la France et l'Europe doivent y jouer ne peut avoir de sens que si elle rencontre un profond écho populaire. Il doit se vérifier en France même, bien sûr, mais aussi dans l'ensemble des régions du monde.

Ce lien entre l'action institutionnelle et l'impératif du soutien populaire est particulièrement essentiels'agissant de la construction européenne.

Refonder l'Europe au service des peuples

Les orientations ultralibérales qui dominent la construction européenne ont largement contribué au discrédit qu'elle connaît aujourd'hui.

En même temps, la construction européenne est indispensable. Sa dislocation, loin d'apporter la moindre solution aux problèmes que les peuples d'Europe doivent affronter, ne ferait qu'aggraver la situation en exacerbant les rivalités et les oppositions entre nations. Elle rajouterait du danger à un contexte déjà bien périlleux.

La question majeure n'est donc pas de sortir de l'euro. Elle est au contraire de transformer les conceptions qui constituent le soubassement de la construction européenne. Celle-ci est donc indispensable, mais elle doit être refondée.

Évidemment, cela passe par une renégociation des traités pour une nouvelle Europe. La récente offensive des conservateurs britanniques pour une renégociation – mais de nature réactionnaire et assise sur la division et l'égoïsme national – ainsi que les concessions qu'ils ont obtenues dans l'espoir de conjurer le Brexit, montrent que les traités ne sont pas intouchables. Va-t-on considérer que ces derniers ne peuvent évoluer que vers des régressions ? Ou arriverons-nous à faire prévaloir l'idée que l'Union européenne n'aura d'avenir qu'à la condition de redéfinir son modèle de coopération ? L'évolution souhaitable est qu'elle devienne une union démocratique de nations et de peuples libres, souverains et associés.

La France devrait agir dans ce sens. Elle pourrait le faire avec l'autorité que lui confèrent sa qualité de membre fondateur de l'Union, le poids démographique, économique, politique mais aussi historique qui est le sien. Elle pourrait s'appuyer sur les aspirations des peuples européens à desserrer le carcan des politiques actuelles qui servent avant tout les multinationales et les marchés financiers. Ces politiques débouchent sur l'austérité sans fin dont pâtit par exemple le peuple grec. La France pourrait ainsi s'appuyer sur la volonté des peuples de voir, au contraire, l'Europe promouvoir le progrès social, écologique et démocratique.

De ce dernier point de vue, l'Europe refondée devrait non seulement conduire des politiques communes, mais également permettre des constructions à géométrie choisie, laissant la liberté aux peuples de définir leur niveau d'intégration de manière démocratique.

Ce processus pourrait être conforté par les mobilisations populaires pour s'opposer au démantèlement des services publics et pour affirmer *a contrario* la nécessité de les développer et de les démocratiser. Il pourrait s'appuyer également sur les luttes contre la directive « travailleurs détachés » et pour l'intégration de clauses sociales effectives dans les politiques communes.

Il pourrait être nourri par les propositions visant à instaurer un fonds européen de développement social et environnemental permettant de financer des projets en matière de services publics, d'investissements collectifs ou de gestion des biens communs. Il

QUE POURRAIT ÊTRE UNE « POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE GAUCHE » EN FRANCE ?

poserait l'impératif de transformer profondément la nature, le rôle et les missions de la Banque centrale européenne qui devrait pouvoir financer de manière sélective des investissements pour l'emploi et la transition écologique, alors que dans la situation d'aujourd'hui les 1 300 milliards de création monétaire alimentent la spéculation financière. C'est ainsi qu'à mon sens devrait être traitée la question de l'euro. Il est indispensable de le transformer et non pas d'en sortir.

La refondation de l'Europe vise également une transformation de son rôle dans le monde. L'Europe doit devenir un acteur majeur pour la paix et la coopération. Elle doit par exemple relancer le partenariat euro-Méditerranée sur de nouvelles bases pour un codéveloppement commun. En rupture avec la logique de l'Europe forteresse, elle doit prendre ses responsabilités afin de pouvoir accueillir dignement les populations qui fuient les guerres ou les dictatures.

Plus globalement, l'Europe peut devenir un atout de poids dans la lutte pour une autre mondialisation.

Agir pour transformer la mondialisation

Par de multiples décisions politiques fondées sur les thèses néolibérales, la mondialisation actuelle a organisé la domination des multinationales et des marchés financiers sur l'ensemble de la planète. Les logiques financières de rentabilisation maximale des capitaux, de spéculation parasitaire, de dumping social généralisé favorisant la surexploitation et la précarisation de la force de travail règnent sur le monde. La guerre économique devient une donnée permanente. La bataille pour exploiter les ressources naturelles aux prix les plus bas fait rage. Les salariés sont mis en compétition dans une perspective de réduction du coût du travail. Les oppositions entre les peuples sont ainsi cultivées, favorisant les logiques bellicistes et rendant le monde de plus en plus dangereux.

La France doit agir pour combattre ces tendances mortifères. Elle doit plaider pour une transformation du FMI et de la Banque mondiale qui passe par leur refonte sur de nouvelles bases plus égalitaires, comme le revendiquent légitimement les pays émergents. Il est urgent de mettre un terme à l'hégémonie du dollar qui asphyxie les capacités de développement de nombreux pays et de mettre en chantier la création d'une monnaie commune mondiale. Il est urgent aussi de favoriser les coopérations fondées sur l'avantage mutuel, le codéveloppement, la gestion solidaire des biens communs de l'humanité.

Cela implique de rompre avec les règles actuelles de l'OMC et de transformer cette dernière pour qu'elle devienne l'outil international de coopération commerciale dont l'humanité contemporaine a besoin.

La rupture est également indispensable avec les projets de traités de libre-échange transatlantique (TAFTA) ou de commerce des services TISA (*Trade in Services Agreement*). La France devrait prendre une position résolue dans le cadre du Conseil européen visant à se désengager de ces négociations menées – soulignons-le à nouveau – dans une opacité particulièrement préoccupante.

Pour leur part, les prérogatives et les capacités d'action de l'OIT (Organisation internationale du travail) doivent être notablement renforcées dans la perspective de s'inscrire dans une dynamique d'élévation et de promotion des droits des salariés grâce à des normes plus ambitieuses et plus contraignantes. C'est-à-dire de l'inverse des logiques de surexploitation engendrées par la loi du marché.

52

De même, la réflexion sur une fiscalité internationale visant à combattre la finance folle et les mouvements spéculatifs devrait prendre une tout autre dimension. Taxes de type Tobin (sur les mouvements spéculatifs), taxes de type Spahn (pour contrer la spéculation contre des monnaies), les idées ne manquent pas pour poser les bases de nouveaux moyens d'action au plan mondial en faveur du développement humain contre la financiarisation.

Les enjeux écologiques impliquent le même type d'approche solidaire. Lutte contre le réchauffement climatique, préservation de la biodiversité, entrée dans une gestion raisonnée et durable des matières premières incluant les recherches pour leur substituer de nouvelles ressources renouvelables (ex-chimie verte), les défis sont nombreux qui impliquent eux aussi de faire prévaloir les logiques de coopérations sur les logiques du chacun pour soi, de la concurrence et de la guerre économique. Là encore des moyens financiers doivent être dégagés au plan mondial. On l'a vu, par exemple, au moment de la COP 21 avec l'impératif de dégager 100 milliards de dollars par an pour aider les pays qui n'ont pas les moyens de faire face aux enjeux du réchauffement climatique. La refondation du FMI et de la Banque mondiale évoquée plus haut devrait les mettre en position de se placer au service de tels objectifs déterminants pour l'avenir de l'humanité tout entière.

Revitaliser le multilatéralisme

Les différents axes de politique internationale qui viennent d'être évoqués ont pour point commun de s'inscrire dans la logique du multilatéralisme.

La France mais aussi l'Europe doivent agir de manière autonome pour faire évoluer dans ce sens les relations internationales.

Dans cette perspective, il est essentiel de renforcer l'Onu et ses institutions. Ce sont elles qui peuvent contribuer à la résolution des conflits alors que les interventions militaires du bloc occidental n'ont fait que les aggraver et les étendre.

La refonte de l'Onu démocratisée, avec un Conseil de sécurité véritablement élargi et un rôle plus important donné à l'Assemblée générale, irait dans ce sens.

Nous ne réglerons pas les menaces du djihadisme par des voies purement militaires. Il faudra bien s'attaquer à ce qui permet aux groupes de l'islamisme extrémiste de prospérer : la misère des populations, la déliquescence des États, l'humiliation des peuples, l'absence de perspectives de développement pour tous.

Bien évidemment, dans les territoires aujourd'hui sous le joug du groupe État islamique ou des autres groupes djihadistes, libérer les populations des exactions dont elles sont victimes est indispensable.

Il est, par ailleurs, nécessaire de coopérer pour protéger les populations des différents pays qui ont subi et peuvent encore subir des attentats aussi meurtriers qu'insupportables.

Mais il faut le faire avec des objectifs clairs :

– La coalition internationale contre Daech et tous les terrorismes doit avoir pour objectif de rétablir la paix au grand Moyen-Orient et non d'entretenir une logique de guerre comme c'est le cas aujourd'hui.

– La lutte contre les groupes terroristes, notamment en France, doit bannir tout amalgame, toute idée de guerre des civilisations et doit respecter les libertés et la démocratie.

– Il faut également mettre un terme au pourrissement de la situation qui règne en Palestine. Le droit souverain du peuple palestinien à disposer d'un État viable et indépendant doit être respecté.

Au plan de ses relations bilatérales, la France doit établir des coopérations particulières avec la Chine. Elles ne peuvent, en effet, se limiter à y conquérir des parts de marché et des implantations pour les grands groupes contre des importations massives ou des investissements capitalistiques.

La Russie n'est pas un adversaire, mais au contraire un partenaire essentiel. Sa situation euro-asiatique lui confère une place incontournable.

La France et si possible l'Europe doivent regarder de près et de manière positive les initiatives des BRICS et des émergents pour transformer les échanges internationaux comme les relations monétaires. Plus globalement, nous devons comprendre que la question du développement nous concerne très directement, car les injustices et les inégalités scandaleuses d'aujourd'hui sont un élément de déstabilisation globale. Être solidaire, c'est comprendre que, dans la diversité de nos situations, nos destins sont liés.

Comme on le voit, la France doit jouer un rôle constructif pour édifier un système mondial de sécurité collective et de paix, fondé sur les droits des peuples. Elle doit agir pour redonner à l'Onu les moyens de sa mission initiale définie dans sa Charte fondatrice. L'enjeu est immense : il s'agit de faire reculer les logiques de guerre et de promouvoir une nouvelle ère de coopérations internationales pour un développement social, écologique et solidaire.

54

Résumé :

Malgré les immenses atouts dont elle est dotée, la France a perdu depuis une dizaine d'années beaucoup d'influence sur la scène internationale et a de ce fait perdu sa voix originale. Elle doit aujourd'hui prendre toute sa place dans un monde qui a énormément changé en s'appuyant sur les valeurs de la Charte des Nations unies, en s'attachant à refonder une Europe au service des peuples, en favorisant le multilatéralisme, la sécurité collective et la paix. Elle doit agir pour transformer la mondialisation et toutes les grandes organisations qui l'accompagnent.